



L'accueil en question : les localités urbaines et rurales face aux migrations (Localacc)

Projet financé par l'Institut Convergences Migrations

Working Paper n° 11

De Paris à Ouistreham. Les effets de la dimension locale sur les pratiques d'engagement

Octobre 2023

Camille Gourdeau, Evangeline Masson Diez

Citer cet article : Gourdeau C., Masson Diez E. « De Paris à Ouistreham. Les effets de la dimension locale sur les pratiques d'engagement », Localacc Working Papers series n°11, Institut Convergences Migrations, Octobre 2023,

<https://www.icmigrations.cnrs.fr/recherche/les-projets/localacc-working-papers/>.

De Paris à Ouistreham. Les effets de la dimension locale sur les pratiques d'engagement

Camille Gourdeau, chercheuse associée à l'Urmis, Université de Paris Cité, post-doc ANR CAUSIMMI, Fellow ICM

Evangeline Masson Diez, LIRTES - Paris Est, Fellow ICM.

INTRODUCTION

Au début de l'année 2010, à Paris, de rares installations de migrants se font entrevoir sous le métro aérien de la ligne 6 entre Stalingrad et La Chapelle. Cinq ans plus tard, en 2015, les installations d'exilés¹ sont très visibles dans l'espace public parisien tout comme les premières évacuations médiatiques (Gardesse, Masson Diez et Le Courant, 2022). Très vite, des voisins ou des personnes côtoyant ces espaces lors de leurs trajets quotidiens se mobilisent pour leur venir en aide. Progressivement, au sein et autour des campements, se développe une multitude d'actions de soutien aux exilés allant de cours de français en plein air sur les marches de la Rotonde de Stalingrad à des pratiques d'hébergement chez soi des migrants les plus vulnérables en passant par des distributions de repas ou de l'accompagnement aux démarches administratives. Si les premières interventions en 2015 se concentrent le plus souvent sur les aides matérielles et alimentaires, en 2020 les modalités d'actions ont évolué. L'engouement « de masse » semble s'être réduit et les mobilisations militantes de plaidoyer et d'accompagnement visent largement, dans une logique inter-associative, à dénoncer la politique migratoire nationale et l'inaction de la ville de Paris. Des premiers mouvements spontanés et bricolés dans l'urgence d'aide aux exilés sur les trottoirs de la capitale, il ne reste plus grand chose cinq ans après. Si certains ont disparu, d'autres se sont structurés pour devenir des associations ou des collectifs d'aide aux exilés et aux jeunes migrants et devenir des acteurs à part entière du champ social et caritatif, qu'il s'agisse de Paris d'Exil, des Midis du Mie ou encore du BAAM (Bureau d'accueil et d'accompagnement des migrants). Si les premières initiatives solidaires étaient très attachées à un territoire, un quartier, à une rue du fait de l'intrusion des campements et des réalités migratoires dans la proximité géographique des

¹ Dans la mesure où les femmes sont majoritaires dans les mouvements de solidarité avec les exilés, nous accorderons ce texte au féminin. A l'inverse, comme il s'agit majoritairement d'hommes dans les campements, nous écrirons les qualificatifs qui s'y réfèrent au masculin.

habitants, l'éloignement des campements du centre de la capitale et la marginalisation de ces derniers, entraînent une différenciation des modalités d'engagement et d'actions.

A Ouistreham, ville de 9000 habitant.es située dans le Calvados, c'est durant l'été 2017 que des jeunes hommes, parfois mineurs, originaires du Soudan, notamment du Darfour, et du Soudan du Sud commencent à se maintenir dans un petit bois proche du chemin de halage qui relie Caen à Ouistreham. Du port de Ouistreham part un ferry pour Portsmouth. Il y a trois liaisons par jour assurées par les navires de la Brittany Ferries. S'il y avait déjà eu des migrants par exemple en 2002-2003, au moment de la fermeture du camp de Sangatte ou au début de l'année 2016, lors du démantèlement partiel de la « Jungle de Calais » la ville qui n'était jusque-là qu'un « lieu de transit » devient un « lieu de halte » où les migrants attendent de passer (Coordination française pour le droit d'asile, 2008). Plusieurs habitantes de Ouistreham commencent de manière individuelle à donner de la nourriture, des vêtements aux migrants qu'elles découvrent « dans les fossés » ou près des commerces. Le CAMO – le Collectif d'Aide aux Migrants de Ouistreham – commence à se structurer en septembre 2017. Quatre personnes sont à l'origine du Collectif début 2018, plus de 250 bénévoles participent à ses activités. Des habitantes de Ouistreham et des communes alentour s'organisent pour apporter une aide matérielle aux migrants en transit. Migrants en transit car la grande majorité des personnes qui se maintiennent à Ouistreham veut poursuivre sa route et s'établir au Royaume-Uni. Les migrants sont ainsi supposés être de passage. Toutefois, étant donné l'impossibilité de passer la frontière de manière sécurisée et légale, le provisoire s'installe et la présence de migrants à Ouistreham devient durable². Tandis qu'à Calais ou à Vintimille les pouvoirs publics cherchent à maintenir les migrants à l'écart de la ville (Guénébaud, 2021 ; Trucco, 2018) à Ouistreham leur présence et leur visibilité dans la ville sont importantes en certains lieux, et ce du fait de la dimension de la commune et malgré une « politique de déguerpissement » (Agier *et. al*, 2018, p.56).

Dans quelle mesure la dimension locale influe-t-elle sur l'engagement auprès des personnes migrantes ? Est-ce la co-présence, cette apparition de migrants « en bas de chez soi » (Coutant, 2018) qui suscite une implication des habitantes ? La dimension spatiale a-t-elle un effet sur les mobilisations ? Le contexte politique, au niveau de la ville, intervient-il dans les dynamiques d'engagement ?

Nous envisageons les actions de solidarité dont il est question dans ce chapitre comme des mobilisations liées à des espaces familiers, à des lieux du proche définis par Stéphanie Dechézelles et Maurice Olive comme « l'ensemble des êtres (humains ou non humains, présents ou passés) spatialement situés qui occupent, objectivement ou subjectivement, une place spécifique dans les trajectoires des personnes et des groupes en ce qu'ils s'intègrent à un vécu, ordinaire ou non, participant à des opérations d'identification et de subjectivation » (2019,

² Le nombre de « copains », comme le CAMO appelle ces jeunes migrants en transit, augmente : d'une quarantaine pendant l'été 2017, ils sont une soixantaine en décembre, entre 110 et 120 en janvier 2018 et jusqu'à 150 en mars 2018.

p. 14). Au-delà du contexte particulier propre à chaque territoire, nous nous intéresserons dans un premier temps aux similitudes dans les parcours des personnes investies auprès des jeunes migrants. En effet, les personnes qui s'investissent, majoritairement des femmes alors que les exilés et les jeunes sont majoritairement voire exclusivement des hommes, sont pour la plupart novices dans l'aide aux personnes en situation de migration. Pour une minorité d'entre elles cette mobilisation de solidarité constitue un premier engagement collectif. Nous mettrons donc en lumière les liens entre les modes d'action et en particulier la manière dont ils sont configurés par le contexte local, les motifs individuels de l'engagement et la temporalité afin de souligner les transformations que suscite l'acte de solidarité et d'hospitalité. Il s'agit également de réfléchir au sens de l'engagement des personnes qui s'impliquent auprès des exilés. Peut-on distinguer un engagement qui serait d'ordre plutôt caritatif et « humanitaire », localisé sur un territoire de proximité, d'un autre plus « politique », ayant une résonance plus large, malgré toute la complexité et la polysémie que revêtent ces deux termes ? Que recouvrent ces oppositions pour les personnes solidaires ? Des tensions existent-elles entre la gestion de l'urgence sociale et la volonté de transformer la loi et les politiques migratoires en vigueur ? Quels sont les effets du positionnement de la municipalité sur les trajectoires des collectifs locaux ?

Nous montrerons, dans un deuxième temps, que dans le contexte de Ouistreham, marqué par l'hostilité du maire qui cherche avant tout à éviter « l'appel d'air », les membres du collectif sont tiraillés entre le refus de faire de politique ou la volonté d'en faire « autrement ». A Paris en revanche, l'épuisement de l'urgence et l'écœurement de la cause politique vécu par les engagés poussent une partie d'entre eux à se désengager du collectif et à se concentrer sur une relation interpersonnelle avec l'exilé rencontré, pendant que d'autres s'investissent davantage encore dans des actions et du plaidoyer politique.

Encart méthodologique

Ce chapitre est construit à partir de nos deux recherches relatives aux mobilisations et aux pratiques de solidarité à l'égard des exilés. Dans le cadre de sa thèse, Evangeline Masson Diez a réalisé une socio-ethnographie à Paris entre 2015 et 2018 sur les pratiques d'hébergement privé et solidaire à destination de jeunes étrangers isolés non pris en charge par l'ASE, à partir d'une association, Paris d'Exil, née d'un collectif apparu sur les campements urbains. Sa recherche repose sur plusieurs mois d'observations, 121 questionnaires remplis en 2017 via un formulaire par des foyers hébergeurs et 90 entretiens auprès d'hébergeur.se.s, d'hébergés mineurs ainsi qu'auprès d'acteurs de la prise en charge des mineurs, des responsables associatifs ou politiques intervenant dans l'accompagnement et l'hébergement des migrants et des personnes en précarité. A partir d'un questionnement des pratiques d'hospitalité, les objectifs de ce travail étaient de s'intéresser aux parcours d'engagement des hébergeuses ainsi qu'aux transformations imposées par l'hospitalité privée. Depuis la fin de sa thèse, elle poursuit ses recherches sur ces mêmes questions à Paris et en province et mobilise ses recherches en cours

pour l'analyse de ce chapitre. Camille Gourdeau a conduit une enquête ethnographique à Ouistreham entre janvier 2018 et février 2019 basée sur l'observation et la participation hebdomadaires aux actions du Collectif d'Aide aux Migrants de Ouistreham (CAMO), et sur une trentaine d'entretiens principalement avec des membres du CAMO (23), mais également avec des personnes des autres collectifs intervenant à Ouistreham (4) ainsi qu'avec le maire de Ouistreham, le chef de cabinet de la Préfecture et l'ancien chef de port. La recherche s'appuie également sur une recension des articles de presse, dont le quotidien local *Ouest France*, et des reportages télévisés et radiophoniques. La recherche vise à comprendre qui sont les bénévoles qui viennent en aide aux migrants de Ouistreham, ce qui a suscité leur engagement et leurs modalités d'action. Elle a ensuite mis en place avec le CAMO un projet de recherche collaborative qui repose sur l'élaboration d'un questionnaire auquel 186 personnes ont répondu en auto-passation, le recueil de témoignages de migrants et un projet photo. Les différents chiffres mentionnés dans ce chapitre sont issus de ces terrains de recherche, sauf cas contraire mentionnés.

UN PREMIER ENGAGEMENT FEMININ DE VOISINAGE

S'il n'y a ni unité des pratiques, ni homogénéité des acteurs de la solidarité envers les exilés, ni homogénéité des territoires, les profils des aidantes, les ressorts de leur engagement et leurs trajectoires biographiques présentent des caractéristiques communes. Ces personnes sont le plus souvent des femmes, novices de l'engagement pour la majorité mais aussi parfois militantes chevronnées, qui se disent touchées par la situation des personnes et concernées par l'état du monde. Très disponibles pour la plupart, elles vivent un engagement intense, ancré dans leur quartier ou leur commune.

1.1. Des femmes...

A Paris comme à Ouistreham, la présence des femmes parmi les aidants et les soutiens (Gardesse et Masson Diez, 2022) est incontournable. Comme souvent dans les actions de solidarité en faveur des immigrés, les « figures de la mobilisation » sont essentiellement des femmes, ce qui n'est pas sans rappeler les profils des militants et des soutiens mobilisés autour des sans-papiers (Siméant, 1998) et des élèves étrangers (Mathieu, 2010). Ainsi en 2017, à Paris, on compte 4 femmes pour 5 hébergeurs de jeunes exilés. L'hébergeuse type à cette époque est une Parisienne d'origine française d'une trentaine d'années, en couple et sans enfant, de formation supérieure, qui occupe un poste dans une profession artistique, intellectuelle, libérale ou indépendante, autant de capital social et scolaire favorable à l'engagement³.

³Âgées de 17 à 70 ans, 28,1% des hébergeuses ont entre 25 et 34 ans et 43% ont entre 35 et 49 ans. 33% sont célibataires et 61,2 % sont en couple, la moitié des femmes n'a pas d'enfants. En termes de répartition géographique, 40,5 % des hébergeuses habitent en petite couronne et 57,5% Paris intra-muros, principalement dans les 18, 19 et 20ème arrondissements sans toutefois recouvrir tout à fait la géographie des campements du nord-est parisien. Étudiantes exceptées, les hébergeuses ont toutes un niveau élevé de formation : 63% des hébergeuses ont un diplôme de niveau égal ou supérieur à un niveau Master (Bac +4) et 5% ont un niveau équivalent ou inférieur au niveau bac. Les hébergeuses en activité professionnelle exercent pour la plupart une

L'hébergement semble ainsi constituer une aide genrée de l'aide aux migrants et renvoie à un domaine socialement assigné aux femmes ou à des registres plutôt perçus comme féminins, y compris dans le milieu militant (Roux et Fillieule 2009 ; Mathieu 2010).

La mobilisation à Ouistreham ne déroge pas à la règle puisque 71 % des personnes qui ont répondu au questionnaire sont des femmes et 29 % des hommes. C'est une mobilisation plus âgée qu'à Paris : la majorité des bénévoles a plus de 50 ans : 36 % ont entre 60 et 70 ans, 21 % entre 50 et 60 ans et 17,7 % entre 40 et 50 ans. Elles habitent en majorité la commune de Ouistreham et les villes de la côte de Nacre (proches de Ouistreham). Les autres résident en grande partie à Caen et son agglomération. 80 % des personnes ayant répondu au questionnaire sont titulaires d'un diplôme supérieur au bac et sont pour presque la moitié d'entre elles retraitées (45 %) tandis que l'autre moitié est composé d'actifs (46%). Davantage qu'à Paris, il s'agit de personnes de classes moyennes. Elles appartiennent aux professions intermédiaires (pour 50 %) et notamment aux professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique. 33 % sont cadres et professions intellectuelles supérieures et 15 % employés. Les métiers liés à la santé (infirmier, médecin, psychologue, sage-femme) ou à l'éducation (institutrice, professeur, CPE...) sont exercés par la moitié des bénévoles. Ainsi, à Ouistreham comme dans les associations et mouvements du Nord de la France étudiés par Mathilde Pette (2016), les bénévoles appartiennent majoritairement aux professions intermédiaires et exercent un métier en lien avec l'éducation ou la santé. Le profil des hébergeuses est assez semblable au profil général (75 personnes sur les 186 ont déclaré participer à l'hébergement) : elles sont davantage de femmes à accueillir des migrants (80 % contre 20 % d'hommes). La majorité a également plus de 50 ans - la proportion des personnes ayant entre 50 et 60 ans est un plus importante que pour l'ensemble des personnes ayant répondu au questionnaire (29,3 % ont entre 50 et 60 ans et 32 % ont entre 60 et 70 ans) - et les catégories socio-professionnelles se distribuent dans les mêmes proportions. Ainsi, parmi les hébergeuses, 12,5 % sont employées, 51,78 % appartiennent aux professions intermédiaires dont une majorité aux professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés (21 personnes sur 29) et 33,9 % sont cadres et professions intellectuelles supérieures. Ainsi, le profil des femmes qui hébergent des migrants bloqués à Ouistreham diffère de celui des Parisiennes : elles sont tout aussi « blanches » mais plus âgées, en couple avec des enfants et davantage de classe moyenne. Ces différences s'expliquent notamment par l'inscription locale de ces collectifs, et en particulier dans les changements profonds d'embourgeoisement et de gentrification qui traversent le nord-est de Paris depuis quelques années (Corbillé, 2013).

1.2. ...primo-engagées sur la cause des immigrés

Contrairement par exemple à la vallée de la Roya où les habitant.es avaient déjà participé à des mobilisations en défense de leur territoire et où il existait des réseaux sociaux « endogènes » et

profession intellectuelle supérieure (35,8%) et presque autant d'hébergeuses sont artistes ou intermittentes du spectacle (28,3%). L'autre secteur d'activité le plus représenté est celui des chercheurs et professeurs (14,2%).
Merci d'indiquer la source

pré-existants à l'essor de la « question migratoire » (Babels, 2020), les collectifs ou associations qui se créent en 2017-2018 à Ouistreham n'étaient pas fondés sur des mobilisations antérieures. La majorité des personnes (67 %) sont engagées à Ouistreham depuis l'hiver 2017 au moment où le CAMO prend de l'ampleur. Sur les 186 personnes ayant répondu au questionnaire, 123 n'avaient jamais participé à des actions d'aide aux migrants (66 %) et 43 % ne connaissaient pas en dehors de Ouistreham d'associations, mouvements ou collectifs de la cause des étrangers. Cette mobilisation à Ouistreham a donc touché des personnes qui n'étaient pas des « militants de la cause des sans-papiers » mais qui pour une partie d'entre elles étaient engagées ailleurs, et notamment pour 67 % dans des associations (solidarité internationale, association culturelle, sportive, caritative, religieuse, de quartier, d'école, mouvement citoyen). Toutefois, se sont également investies à Ouistreham des personnes qui ne s'étaient jamais engagées dans des organisations. En effet, sur l'ensemble des 186 répondantes au sondage, 16 % n'ont jamais fait partie d'un syndicat ou d'un parti politique et n'ont jamais été membre d'une association.

A Paris, la proportion de personnes vivant leur premier engagement est équivalente à celle de Ouistreham parmi les hébergeurs. Parmi les 121 hébergeurs rencontrés et interrogés, 17% n'ont jamais eu d'engagement militant, syndical, politique ou bénévole et plus d'un hébergeur sur deux (55%) déclare n'avoir été ni engagé, ni bénévole, ni syndiqué avant d'accueillir sous son toit un jeune exilé. Si les hébergeurs ont le plus souvent déjà soutenu financièrement une association ou un collectif (85% d'entre eux), participé à une collecte alimentaire (70% d'entre eux) sur internet ou dans une grande surface, un quart d'entre eux estiment n'avoir eu aucun engagement collectif, individuel ou financier. Spontanément, lorsqu'elles sont interrogées sur leurs engagements, elles citent, outre le soutien financier apporté à des associations et leurs contributions aux collectes, le don de sang, la signature de pétitions en ligne et très rarement la participation à des manifestations, « *une fois contre le CPE comme tout le monde* », se justifie d'ailleurs Capucine, journaliste jeunesse de 32 ans. Ce sont les seuls actes qu'elles nomment comme « engagement » avant l'ouverture de leur foyer. Ces bénévoles primo-engagés ne correspondent pas aux profils habituels des bénévoles et des militants de la cause des migrants (Pette et Eloire, 2016) à l'inverse de celles de Ouistreham.

1.3. L'intrusion de l'exil dans le quotidien

La présence immigrée dans l'espace public et à proximité de chez soi, à Paris ou à Ouistreham, est-elle une clé de lecture pertinente pour éclairer les motifs de l'engagement ? Pour les personnes interrogées, qu'il s'agisse de bénévoles primo-engagées ou de militantes poly-engagées dans plusieurs associations d'aide aux exilés, les modalités d'entrée dans l'action ont pris la forme d'une aide concrète à l'échelle locale, qu'il s'agisse de la distribution alimentaire, de la récolte et distribution de vêtements, de tentes ou de couvertures (Gourdeau, 2019a ; Le Courant, Gardesse, Masson, 2022). En effet, les aides matérielles, associées parfois à la dispense de cours de français, à proximité de chez soi, sur les lieux de vie des personnes (que ce soit dans les campements, sur les trottoirs à Paris ou le long du canal à Ouistreham) sont

l'amorce d'un engagement et constituent la porte d'entrée pour établir le contact avec les migrants et participer aux actions des différents collectifs intervenant sur place.

A Paris comme à Ouistreham, la proximité géographique des lieux de vie des migrants, devant chez soi ou lors des trajets quotidiens, a favorisé la mobilisation des voisins et de novices de l'aide ainsi que l'organisation pratique de cette aide (Coutant, 2018). Chez toutes les hébergeuses parisiennes rencontrées, l'irruption de la réalité migratoire dans le quotidien et l'environnement proche a aiguillonné leur besoin d'agir, tout comme le fait de connaître quelqu'un qui agit. Dès lors, la proximité sociale, connaître un proche qui s'engage, croise l'intrusion géographique réelle un campement dans le quartier, un groupe dormant sur un matelas sur la route du travail ou de l'école des enfants ou encore un rassemblement de tentes dans l'arrondissement mais aussi virtuelle ou télévisuelle, par la présence répétée d'images de la migration sur les réseaux sociaux et dans les médias. Ainsi nombre de soutiens bénévoles ou militants parisiens évoquent, en entretien, une sensation d'être envahis, durant l'année 2015, par des images, celles des naufrages, des campements, des noyades, ou des acclamations en Allemagne, images véhiculées par les médias ou par les réseaux sociaux.

Dès lors, l'intrusion sociale de l'engagement et l'intrusion géographique de la migration jouent dans l'espace familial à deux niveaux : à la fois par « le proche » (le spatial) et « les proches » (le social). La proximité physique de l'exil dans le familial et l'intime favorise un engagement commode à portée de main. Il y a chez ces voisines mobilisées un réel attachement à leur quartier et un sentiment d'appartenance à ce dernier qui a permis à certaines de se sentir concernées par cette actualité et qui a facilité l'organisation d'une solidarité de proximité (Dechezelles et Maurice, 2019). La rue et le quartier sont dans les discours une prolongation du foyer, du chez soi, de l'intimité dont on se sent acteur, voire responsable.

Avant l'été 2017, les migrants faisaient des allers-retours entre Caen et Ouistreham : ils étaient peu nombreux et restaient cachés. La question des migrants en transit surgit dans l'espace public avec la présence en plus grand nombre de Soudanais. Plusieurs des membres du CAMO décrivent les émotions qui les submergent face à l'impression de désœuvrement de ces jeunes hommes. Carole, infirmière récemment retraitée, explique avoir rejoint le collectif parce que « *voir tous ces petits jeunes dans Ouistreham errer, de plus en plus jeunes, à chaque fois qu'on arrivait ou ressortait de Ouistreham, c'était très difficile de supporter cette situation* ». Lucie, libraire de 37 ans, raconte avoir « *fait beaucoup de nuits blanches au début. Je ne suis pas une grande sentimentale à la base mais les savoir dehors même si c'était encore au mois de septembre, c'était dur* ».

Pour James M. Jasper (1998), le « choc moral », ou « *moral shock* » désigne un type d'expérience sociale qui se caractérise par un sentiment de colère et la nécessité d'agir face à un événement inattendu et brusque touchant l'environnement immédiat des personnes. En effet, c'est l'émotion face au dénuement apparent des jeunes hommes qui agit comme un déclencheur, un « choc moral » et amène des habitants à donner de la nourriture, des vêtements ou encore un toit. Ainsi, et plus particulièrement pour les femmes, venir en aide à ces jeunes hommes renvoie à leur expérience de mère (Gourdeau, 2019b).

Martine, institutrice retraitée, raconte : « *Après Noël, il y a eu du vent, de la pluie et ça m'empêchait de dormir, toi, t'es dans ta chambre au chaud dans ton lit et t'as des gamins qui sont dehors* ». Le lendemain, elle va à la distribution de repas : « *Je suis allée voir un jeune, je lui ai dit, est-ce que tu as besoin de quelque chose ? Il m'a dit : "je voudrais prendre une douche", et là, je l'ai embarqué. Un petit jeune qui avait 17 ans. Il est venu prendre sa douche et à la sortie de la douche, il s'est assis dans la salle, il était épuisé. Je lui dis, " est-ce que tu veux dormir ? ". Il m'a dit oui, donc c'est comme ça que ça a commencé et ça n'est pas arrêté.* » Elle ajoute : « *Ce petit jeune qui était plus jeune que mes enfants, ça m'a tellement bouleversée que je me suis dit, je ne peux pas, on ne peut pas laisser les gamins dehors, donc voilà.* »

Enfin, certains bénévoles intervenant à Ouistreham ou à Paris évoquent plus facilement le contexte politique international que le local pour expliquer les raisons de leur mobilisation, mais ces évocations, davantage le fait d'hommes, qui usent plus souvent de « ressources argumentatives pour justifier leur engagement » (Contamin, 2007), restent secondaires par rapport à l'ancrage territorial et au registre affectif que produit la présence des migrants et des exilés dans son espace de vie quotidien.

Si à Paris la proximité spatiale a véritablement favorisé la rencontre d'une situation sociale et politique qui était jusqu'à présent éloignée géographiquement et socialement pour finalement se transformer à la faveur des déplacements de campements et des pratiques d'évacuation et d'invisibilisation, à Ouistreham cette même dimension locale demeure constitutive de l'action cinq années après les premières arrivées.

DES RAPPORTS DIFFÉRENCIÉS AU(X) POLITIQUE(S)

A Ouistreham comme à Paris, le positionnement vis-à-vis des personnes exilées et des institutions est-elle un facteur explicatif des engagements ? On constate dans les entretiens, une distinction entre les actions relevant plutôt du caritatif ou de l'aide humanitaire d'une part et celles renvoyant à une dimension plus politique et revendicative d'autre part. Quoi que ces termes ne soient pas toujours définis par les acteurs, ils se retrouvent opposés et renvoient à un positionnement positif ou négatif selon les engagements et les actions menées par les enquêtées. Cette dichotomie assez rigide dans les discours ne résiste ni à la pratique ni à l'action, d'autant que la relation au politique institué est toujours plus complexe qu'en apparence. Par exemple, nombre de bénévoles sont en lien avec des élus municipaux ou départementaux ou travaillent conjointement avec certaines institutions pour les démarches administratives d'accompagnement des exilés. Les bénévoles de Paris et Ouistreham ne rejettent pas la politique instituée en bloc, il s'agit davantage d'« une politisation sous contrôle qu'un rejet du politique » pour reprendre les mots qu'utilisent Stéphanie Dechézelles et Maurice Olive pour qualifier la relation avec le politique des mobilisations contre l'altération et/ou pour la valorisation de lieux (2019, p.11). Nombre d'aidants sont poly-engagés et participent à des distributions alimentaires et des cours de soutien, actions associées à l'humanitaire, tout en menant des actions de dénonciation des pratiques discriminatoires par exemple le non-accès à l'eau potable ou les

actes de violence policière ou des délais administratifs. Si les engagements des aidants et des soutiens à Paris et à Ouistreham paraissent proches dans leurs logiques, leur ancrage territorial et leurs parcours recèlent des différences mises en exergue par la comparaison.

2.1. Paris : entre désillusion et personnification de l'engagement

L'irruption des exilés dans l'espace familial suscite un engagement qui, à son tour, provoque une intrusion dans l'espace domestique. Initialement perçu et présenté par certains programmes et associations comme un engagement facile et souple (Babels, 2019), l'accueil de l'étranger se révèle un acte complexe et éprouvant pour celles qui le vivent dans leur foyer et leur intimité. D'autant plus complexe à Paris que les logements sont petits et les campements proches, sur les trottoirs, au pied des appartements, avant d'être détruits et reconstitués plus loin du centre de la capitale (Gardesse, Masson Diez et Le Courant, 2022). Au-delà de la difficulté de partager son quotidien et son chez soi, et qui parfois s'installe au-delà de ce qui était envisagé au départ dans un logement petit avec un espace à partager souvent limité, « *ça devait durer une semaine, finalement il est resté trois mois. Sur le canapé dans le salon, à la fin c'était long même s'il s'efforçait d'être discret* » résume Flora, monteuse de 28 ans, vivant en couple dans le 18ème arrondissement de Paris. Les épreuves de la migration s'imposent de trois manières : la confiance ou le récit migratoire confié par un hôte ou une personne accompagnée, avoir été victime ou témoin de violences policières et avoir découvert par l'accompagnement d'un hébergé les méandres administratifs et complexes de la prise en charge institutionnelle. Au-delà de ces confrontations, l'expérience politique et ce qu'elle revêt de désillusion ou d'écœurement des institutions publiques et de la politique nationale ou parisienne se cumulent à l'épreuve quotidienne de l'engagement. Ces difficultés renvoient à deux niveaux de l'engagement : l'engagement chez soi, d'une part, relevant de la redéfinition des frontières spatiales du foyer avec l'intrusion du quotidien de la migration à domicile et, d'autre part, l'engagement face à l'Etat, avec une prise de conscience des incohérences institutionnelles, du manque de relais professionnel et des lois partiellement appliquées. Se donne à voir un rapport très ambivalent à l'Etat et à l'autorité : dans les mêmes discours et dans les mêmes gestes, les bénévoles et les hébergeuses dénoncent les défaillances des politiques de prises en charge des exilés, des mineurs ou de la demande d'asile, et de l'Etat social plus largement, tout en œuvrant à pallier ces défaillances et à demander l'application de ces mêmes politiques, malgré leurs limites et parfois leurs maltraitements. Cependant, quels que soient les engagements des uns et des autres, les demandes de protection et d'accompagnement augmentent, les exilés à la rue et non pris en charge sont de plus en plus nombreux, les situations n'avancent pas et les campements parisiens perdurent.

Ainsi, de ces expériences brutales, souvent qualifiées de chocs ou de bouleversements par les acteurs, naissent deux types de confrontations : la confrontation avec l'autre - exilé (qu'il s'agisse des causes du départ, des violences du voyage et de la confrontation, à travers son

parcours, de l'inadaptation des démarches administratives ou du traitement institutionnel des étrangers) et deuxièmement la confrontation avec l'autre - État (que ce soit à travers les violences policières, les évacuations, la prise de conscience des démarches administratives...). Alors que la rencontre avec l'autre-exilé est d'autant plus forte qu'elle est attendue ou prévisible qu'une relation a été établie avec la personne qui confie son récit, la confrontation avec l'autre-État peut être vécue soit dans sa chair soit par procuration, à travers le récit qu'en fait l'exilé. Dans tous les cas, ces confrontations suscitent des prises de conscience qui transforment le rapport de l'accueillant au local et au monde qui l'entoure. Ces confrontations aux autorités sont moins présentes dans les récits des hébergeurs que chez les soutiens non hébergeurs, comme si l'engagement des hébergeurs se concrétisait plus dans la relation individuelle et dans la proximité que dans la relation à un adversaire. A partir de ces chocs moraux, émotionnels ou politiques répétés, s'engage un basculement nourri de mécontentement et de colère d'une part, ressorts à l'engagement et à l'action politique, et d'épuisement, de lassitude ou de tristesse d'autre part, émotions plutôt incitatrices au désengagement. Ce basculement peut reconfigurer les parcours des soutiens parisiens à travers trois effets cumulables⁴. Première réaction possible : ces chocs participent à une radicalisation des modes d'action. La personne développe une conscience militante et politique forte et s'engage auprès de collectifs plus radicaux ou dans des actions ayant un plaidoyer qui dénoncent davantage les institutions et les politiques publiques discriminatoires. La seconde réaction est l'arrêt simple et souvent brutal de son engagement face à ces épreuves ressenties comme insoutenables. La troisième réaction, la plus souvent rencontrée, est que le soutien, hébergeur ou non, se concentre sur la relation humaine établie avec une personne exilée, que ce soit celui qui lui a fait vivre son choc émotionnel, ou sur un autre avec qui le contact est fluide. Sont alors investies « une » situation et une relation interindividuelle au détriment de la cause générale.

Hébergeurs, soutiens, militants et aidants franciliens se trouvent alors pris en étau dans des tensions où le proche, qu'il s'agisse de leur foyer ou de leur quartier, est confronté à l'extérieur, où changer son quotidien ne suffit pas à changer le monde et la politique. La proximité intime et géographique renforce l'intensité de l'engagement, des émotions et de la désillusion politique.

Pour supporter cet épuisement de l'urgence et de l'engagement sans fin, la personnification de la cause de l'engagement, voire la personnalisation de la cause de l'asile et de l'expérience politique permet de tenir. Mais alors, en se concentrant sur une ou plusieurs relations d'accompagnement, d'accueil ou d'hospitalité, les bénévoles et les aidants risquent de se désengager. Un désengagement accéléré par l'éloignement et la mise en invisibilité des campements de la capitale.

⁴ Ces trois conséquences au cumul des chocs ne sont pas sans résonance avec le célèbre triptyque *voice, exit, loyalty* sur les réactions individuelles au mécontentement d'Alfred Hirschman (1972).

2.2. Ouistreham : une démarche apolitique ?

Sur ses flyers, le CAMO affirme une démarche « citoyenne et apolitique ». Une autre manière de renforcer ce caractère apolitique est de vouloir inscrire les actions du CAMO dans un registre « humanitaire ». Toutefois, si les « activités humanitaires rythment le quotidien » (Pette, 2016) des membres du CAMO, les « luttes revendicatives » (*Ibid.*) affluent, notamment et dès le début par la dénonciation des pratiques policières et municipales. Ainsi, dans le cas du CAMO, ces deux dimensions sont simultanées et plutôt que considérer les registres humanitaires et politiques comme deux formes d'action distinctes ou comme un processus (on passerait de l'un à l'autre), nous montrerons qu'il s'agit davantage d'une tension qui structure les actions du collectif.

Les membres du CAMO opposent leurs pratiques – qu'elles soient considérées comme politiques ou humanitaires – à la politique « partisane » et inscrivent leur action en dehors du jeu politique local. Ce que déclare Lucie, libraire, 37 ans, engagée dès l'été 2017 : « *On voulait être apolitique, on ne voulait pas se mêler avec les partis politiques, on a clairement dit, nous, notre action, elle est sur le terrain* ». Dominique, employée commerciale, 55 ans, partirait du CAMO si « *on commençait à avoir avec nous des gens qui font de la politique de manière locale. Si demain on commence à sortir avec des pancartes communistes, socialistes, n'importe quel parti, je m'en vais* ». Ce qui lui importe est d'aider les jeunes. Toutefois, pour certains membres du CAMO, il est « impossible » de présenter le collectif comme « apolitique ». Pour Juliette, 43 ans, agent administratif : « *Qu'on ne soit pas catalogué à un parti c'est une chose, mais tout ce qu'on fait c'est politique* ».

Les expressions « la politique », « les politiques » se rapportent essentiellement à la politique locale et en particulier à la mairie. Si les partis politiques font partie du paysage, l'Etat, la Préfecture ou les institutions en charge de la politique migratoire sont absents de la perspective des membres du Collectif. En effet, les actions du CAMO s'inscrivent dans un contexte d'hostilité de la part du maire de Ouistreham, Romain Bail, qui cherche avant tout à éviter « l'appel d'air ». Les phénomènes migratoires auxquels est confrontée la commune sont principalement appréhendés par la mairie comme un problème de sécurité publique. En effet, dès 2014, au début de sa première mandature, Romain Bail demande des moyens supplémentaires au ministre de l'Intérieur. Puis, en réponse aux demandes directes ou indirectes du CAMO, il refuse de créer un lieu d'accueil sur la commune. S'il dit avoir conscience du « drame humain qu'ils vivent », il considère que les migrants peuvent être hébergés à Caen mais pas à Ouistreham « afin que la ville ne devienne pas un nouveau Sangatte » (*Ouest-France*, 14/09/17). Rebaptisant en 2014 la ville « Ouistreham Riva-Bella », Romain Bail axe sa politique sur l'attractivité et l'image balnéaire de la ville. Son image personnelle, quant à elle, est mise à mal par plusieurs affaires le concernant⁵. Malgré ces démêlés judiciaires, il est réélu au premier

⁵ En 2020, la Cour d'Appel de Caen le reconnaît coupable de « faux et usages de faux » dans l'affaire de faux mails pour le financement d'un centre d'interprétation franco-britannique et le condamne à une amende de 5000 euros. Déjà en juillet 2019, il avait été condamné par le tribunal correctionnel de Caen à 1800 euros d'amende et à six mois de prison avec sursis pour avoir verbalisé de façon abusive les voitures de personnes venant aider les

tour des élections municipales de 2020 avec 51,24 % des suffrages exprimés et 46% d'abstention.

Les recherches montrent que les mouvements de solidarité avec les exilés sont souvent structurés par une opposition entre « soutien politique » et « soutien humanitaire », même si ces catégories restent poreuses (Youri Lou Vertongen, 2018). Nos propres recherches permettent d'aller plus loin dans ce constat. Ainsi, cette opposition entre humanitaire et politique constitue davantage, un espace de tension dans lequel les collectifs se meuvent. Dans le cas des mobilisations locales de soutien aux étranger.es (qu'ils et elles soient sans-papiers, demandeurs d'asile, réfugiées, exilé.es de passage), « humanitaire » et « politique » ne sont peut-être pas des espaces d'activité distincts, deux domaines différenciés mais deux facettes d'une action qui, alternativement ou concomitamment, répond aux besoins vitaux des jeunes migrants, tout en ayant des pratiques revendicatives.

CONCLUSION - DE L'EXIL DANS LE PROCHE

Dès le début, plusieurs membres du CAMO, conscients que les « copains », comme les membres du Collectif appellent les jeunes migrants, continueront d'arriver, cherchent à mettre en place une organisation leur permettant de « tenir sur la durée » hiver après hiver. La localisation de Ouistreham à la frontière est sans doute déterminante dans cette projection collective. Les migrants sur ce littoral sont supposés être de passage et ceux qui ne parviennent pas à passer au Royaume-Uni circulent entre Caen, Paris et Calais. Quelques rares personnes s'installent et entament des démarches d'asile, qui pour certaines aboutissent puisque vingt-deux ont obtenu le statut de réfugié depuis les débuts de la permanence juridique en 2019. Ce rapport au temps des membres du CAMO est également l'indice d'un réalisme politique : puisqu'il paraît peu vraisemblable que la liberté de circulation (à court terme du moins) soit mise en œuvre et le règlement Dublin aboli, alors les « copains » continueront à être bloqués à Ouistreham. A Paris, les personnes qui s'engagent dans l'hébergement au lendemain de 2015, plus confiantes vis-à-vis d'une intervention de l'Etat, tout du moins au début de leur engagement, ne s'imaginaient pas tenir leur engagement dans la durée. Ils sont persuadés, au départ, qu'ouvrir leurs foyers est un acte temporaire et que les autorités assureront, à terme, leurs responsabilités. Nombre de programmes d'hospitalité privée ont d'ailleurs communiqué sur cette temporalité de l'engagement. Pour autant, la situation s'éternise et la durée de l'engagement s'étire, s'installe parfois des années, tout comme la présence des exilés qui

migrants. Il lui a été reproché d'user du pouvoir de police, que lui confère son statut de maire de la commune, pour verbaliser 17 véhicules entre novembre 2017 et mars 2018. Des amendes de 135 euros pour « stationnement très gênant pour la circulation » avaient été adressées. Enfin, en juin 2019, le Conseil Représentatif des Associations Noires (CRAN) a déposé plainte contre le maire de Ouistreham pour « injures à caractère racial ». En effet, lors du procès pour les « PV abusifs », des propos – consignés lors de son audition par la gendarmerie – ont été rapportés par le tribunal. En apprenant sa mise en cause dans cette affaire, il aurait dit « *Tout cela est la faute des négros, nous sommes dans un pays de merde, il ne faut pas être surpris de la montée du Front National* ». très importante ! une telle citation ne peut être laissée sans sources

attendent de plus en plus longtemps une place d'hébergement, une audience au juge pour enfants ou un titre de séjour.

Si la relation au temps, de la part des exilés ou des aidants, diffère entre Ouistreham à Paris, il en est de même pour le rapport au collectif. A Paris, l'entrée dans l'action par l'hébergement à son domicile conduit à concentrer l'engagement sur des relations interindividuelles qui se déploient au sein du foyer. Cette individualisation de la relation et de l'engagement est renforcée par les réalités administratives qui laissent les migrants des mois voire des années dans l'attente, l'incertitude et la précarité. A Ouistreham, la dimension collective paraît plus forte. Moins isolées, les hébergeuses sont en lien avec d'autres membres du CAMO et une partie d'entre elles participent aux distributions de repas et de vêtements ou aux cours de français. Notons que si ce profil d'hôtesse liées à un collectif était minoritaire à Paris en 2015, elles sont plus nombreuses en 2022 et semblent moins se désengager. Pour autant, cette dimension collective n'est pas exempte de conflits et de défections. Alors, si la fatigue et l'abattement guettent les personnes engagées, c'est la situation (frontalière) qui épuise à Ouistreham, tandis qu'à Paris c'est la relation qui épuise du fait d'une situation administrative sans issue.

A Paris ou à Ouistreham, le dénuement des personnes exilées laissées à la rue entraîne le même type de répertoire d'action, et la dimension locale est à l'origine de la mobilisation des riverains. Depuis 2017, bien que l'éloignement des campements du centre de Paris et leur installation dans des quartiers moins accessibles et périurbains freinent les engagements de proximité ; le local continue de nourrir les actions tout autant que les revendications. Il ne semble ainsi pas pertinent, sur nos terrains d'étude respectifs, d'opposer un engagement caritatif et « humanitaire » localisé sur un territoire de proximité, d'un engagement plus « politique » dont les revendications plus générales porteraient sur les politiques migratoires. Pour autant, le rapport au politique et l'espoir initial en des réponses institutionnelles diffèrent en fonction des contextes locaux. En effet, bien que l'on observe les mêmes processus de mobilisation et d'engagement, ceux-ci prennent des tonalités sensiblement différentes en fonction des interactions qu'ont les personnes engagées avec les autorités locales. Si la mairie de Paris s'est montrée, dans le discours et dans certaines actions, sensible à la cause et à l'accueil des étrangers, le maire de Ouistreham a cherché à éloigner les migrants de sa commune. Se dessine ainsi le rôle des politiques municipales sur le destin des engagements politiques de voisinage.

BIBLIOGRAPHIE

Agier Michel, Bouagga Yasmine, Galisson Maël, Hanappe Cyrille, Pette Mathilde et Philippe Wannesson, *La jungle de Calais*, Paris, Presses Universitaires de France, 2018.

Babels, *Hospitalité en France : mobilisations intimes et politiques*, Paris, Le passager clandestin (La bibliothèque des frontières), 2019.

Babels (coordonné par Pinar Selek et Daniela Trucco), *Le manège des frontières. Criminalisation des migrations et solidarités dans les Alpes-Maritimes*, Lyon, le passager clandestin, 2020.

Contamin Jean-Gabriel, « Genre et modes d'entrée dans l'action collective. L'exemple du mouvement pétitionnaire contre le projet de loi Debré », *Politix*, n°78, 2007, p.13-37.

Corbillé, Sophie. *Paris bourgeoise, Paris bohème : la ruée vers l'Est*. Presses Universitaires de France, 2013.

Coordination française pour le droit d'asile (Olivier Clochard, Diane Kitmun et Violaine Carrère), *Compte-rendu de la mission à Caen, Ouistreham et Cherbourg*, les 5,6 et 7 juin 2008.

Coutant Isabelle, *Les migrants en bas de chez soi*, Paris, Editions du Seuil, 2018.

Dechezelles Stéphanie, Maurice Olive, *Politisisation du proche. Les lieux familiers comme espace de mobilisation*, 2019, Presses Universitaires de Rennes.

Gardesse Camille, Masson Diez Evangeline, « Se mobiliser pour les personnes exilées à la rue : formes et trajectoires d'engagement de soutiens à Paris » in Camille Gardesse, Stefan Le Courant, Evangeline Masson Diez, *L'exil à Paris. 2015-2020. Expérience migratoire, action publique et engagement citoyen*, L'œil d'or, 2022.

Camille Gardesse, Stefan Le Courant, Evangeline Masson Diez, *L'exil à Paris. 2015-2020. Expérience migratoire, action publique et engagement citoyen*, L'œil d'or, 2022.

Gourdeau Camille, « Entrer en relation. Distribuer des repas aux personnes exilées à Ouistreham », *Kentron*, n°35, 2019a, p.183-198.

Gourdeau Camille, « L'hospitalité en actes. Quand des habitants viennent en aide aux migrants en transit à Ouistreham », *Revue du Mauss*, n°53, 2019b, p.309-321.

Guénébeaud Camille « Au-delà des murs. Maintenir l'ordre à la frontière franco-britannique », *Carnets de géographes*, 15, 2021.

Exit, Voice, and Loyalty. Responses to Decline in Firms, Organizations, and States., Harvard University Press, 1972.

Lilian Mathieu, « Les ressorts sociaux de l'indignation militante. L'engagement au sein d'un collectif départemental du réseau éducation sans frontière », *Sociologie*, 2010, vol.1, p.303-318.

Jasper John, « The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements », *Sociological Forum*, 13, 3, 1998, p. 397-424.

Pette Mathilde., Eloire Fabien., « Pôles d'organisation et engagement dans l'espace de la cause des étrangers », *Sociétés contemporaines*, n°101, 2016, p. 5-35.

Pette Mathilde, « Venir en aide aux migrants dans le Calais », *savoir/agir*, n°36, juin 2016, p.47-52.

Siméant Johanna, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.

Trucco Daniela, « Prendre en charge et mettre à l'écart. La ville, la frontière et le camp à

Vintimille (2015-2017) » in François Dubet (dir.), *Politiques des frontières*, La Découverte, 2018, p.145-160.

Vertongen Youri Lou, « Soutien politique et soutien humanitaire. Retour sur les solidarités citoyennes avec les réfugié.e.s en Belgique », *Mouvements*, 93, 2018, p.127-136.